



## Sommaire

Tracfin a-t-il les moyens de traquer l'argent du terrorisme?.....	1
Les soupçons s'accumulent sur le cash .....	1
Burkina Faso: les autorités s'attaquent au blanchiment d'argent .....	3
L'UE adopte une stratégie d'asphyxie financière de Daech et d'al-Qaïda .....	3
La résolution russe pour stopper le financement de Daech examinée à l'Onu .....	3
Le coton, source de financement de Daech .....	4
Spéculation sur les devises, une nouvelle manne de financement pour Daech .....	4
Daech se met au business de la spéculation sur les marchés des devises .....	5
Haro sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.....	5
La lutte contre le blanchiment de capitaux .....	6
La Bundesbank critique la suppression des billets de 500 euros.....	6
La violence sexuelle est devenue un outil-clé dans l'économie du terrorisme?	7
Est-ce une importante source de revenus pour les terroristes?.....	7
Terrorisme : repérer les flux bancaires suspects tourne au casse-tête .....	7

## Tracfin a-t-il les moyens de traquer l'argent du terrorisme?



Michel Sapin, ministre des Finances, et Bruno Dalles, directeur de Tracfin, le 23 novembre 2015. Dix jours après les attentats de Paris, Bercy présentait son plan de lutte contre le financement du terrorisme, plaçant Tracfin au coeur du dispositif. © Eric

Depuis novembre, la cellule anti blanchiment de Bercy a reçu de nouveaux pouvoirs pour traquer l'argent du terrorisme. Mais en a-t-elle les moyens ?

La France est sous le choc le samedi 14 novembre 2015. La veille, des attentats ont ensanglanté Paris. Bruno Dalles, directeur de Tracfin depuis août, est dès les premières heures de la matinée dans son bureau de Montreuil (Seine-Saint-Denis)... à quelques pâtés de maisons du lieu où sera retrouvée la Seat utilisée par les terroristes. Dalles est en contact avec la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), grâce à l'agent de liaison placé par Tracfin au sein de ce service depuis octobre. Il obtient en urgence que le fichier qui centralise les données bancaires des Français (Ficoba) soit reconnecté-il est d'ordinaire mis au repos le week-end. Il appelle aussi les contacts du service dans les établissements financiers, pour qu'ils déclenchent les recherches dès le lundi matin.

Objectifs : retracer au plus vite l'historique financier des terroristes, et dépister leurs réseaux, les individus et les organisations avec lesquels ils ont échangé virements ou chèques. C'est ainsi que, quelques jours plus tard, le passage en Syrie du kamikaze de l'assaut de Saint-Denis sera attesté par

la présence d'un virement bancaire lorsqu'il était sur place. 05-03-2016

Liens :

[http://www.challenges.fr/france/20160305\\_CHA5867/tracfin-a-t-il-les-moyens-de-traquer-l-argent-du-terrorisme.html](http://www.challenges.fr/france/20160305_CHA5867/tracfin-a-t-il-les-moyens-de-traquer-l-argent-du-terrorisme.html)

## Les soupçons s'accumulent sur le cash

Les billets de 500 euros ont proliféré depuis la création de l'euro, jusqu'à représenter un tiers du cash. Europol s'interroge sur les émissions nettes de billets du Luxembourg, qui représentent deux fois son PIB.

Il aura fallu attendre un argument solide, en l'occurrence la menace terroriste, pour que l'UE se penche sur un sujet qui fâche : celui des grosses coupures. Alors que les États-Unis, le Canada et le Royaume-Uni ont supprimé leurs billets de 500 dollars pour lutter contre la criminalité, les billets de 200 et de 500 euros font figure d'anachronismes.

Le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, a déclaré le 1er février devant le Parlement que son institution se penchait sur la question. «Nous sommes déterminés à ne pas rendre le seigneuriage (l'émission de monnaie) agréable aux criminels» a-t-il assuré.

C'est pourtant exactement ce qu'il se passe actuellement.

«Pourquoi il y a-t-il tant de billets de 500 euros en circulation, alors que plus de la moitié des citoyens de l'UE n'en ont jamais vu? Il y a forcément une anomalie». Pour Igor Angelini, responsable des institutions financières chez Europol, les grosses coupures sont suspectes. Depuis la création de l'euro, le nombre de billets de 500 euros a été multiplié par 6, alors que les billets de 10 et de 20, très utilisés dans le commerce, restent stables.

Sur 1000 milliards d'euros de cash en circulation, un tiers circule sous forme de billets de 500. Soit très exactement 307 milliards d'euros à fin 2015, dont on ne sait pas grand-chose si ce n'est que les commerces les refusent et que les citoyens les boudent.

#### Beaucoup de cash

L'origine de beaucoup de ces billets donne tout de même une petite idée aux fins limiers d'Europol. Qui trouvent leur prévalence curieuse au Luxembourg. Le petit pays émet chaque année, et encore plus ces dernières années, des montagnes de billets pour répondre aux besoins de ses banques.

En 2014, le Luxembourg a émis deux fois son PIB en cash, alors que les émissions des autres pays se limitent le plus souvent à 10 % de leur richesse nationale. Certes, l'activité financière du pays est surdéveloppée. «Mais ce qui est développé, c'est la finance des entreprises et la gestion de fortune, pas les marchés forains... ils n'ont pas de motifs solides pour avoir recours au cash », note un expert français.

«Ce qui nous étonne, c'est que le Luxembourg est un émetteur net de cash important, mais qu'ensuite on perd la trace des flux », renchérit Igor Angelini, dont l'organisation veut approfondir les recherches sur le sujet en collaboration avec la BCE. Contrairement à la France ou l'Allemagne, la déclaration des espèces au-delà de 10.000 euros n'est pas obligatoire, mais faite à la demande au Luxembourg. Selon une enquête de la Commission, seulement 15 contrôles en 2 ans ont été recensés.

#### Terrorisme et cash

Les attentats du 11 septembre 2001 avaient déjà changé l'approche de l'UE sur le contrôle des flux de cash. La crainte de financement du terrorisme a constitué la principale motivation des pays européens dans la mise en place de la directive anti-blanchiment 2005, qui a réimposé l'obligation déclarative lorsque des sommes de plus de 10.000 euros franchissent les frontières, mais qui ne s'applique pas au Luxembourg.

Les déclarations ne se multiplient pas non plus à sa frontière avec la France, ce qui suppose que le cash reste au Luxembourg - ou le quitte discrètement. Cette situation est d'autant plus étonnante que, selon une enquête de la BCE, les Luxembourgeois

sont peu utilisateurs de cash, et préfèrent les cartes bancaires aux billets, comme les Français et les Néerlandais, et contrairement aux Allemands.

«Le Luxembourg est un pays qui accueille beaucoup de travailleurs frontaliers », explique de son côté le ministère des Finances luxembourgeois à EurActiv, ajoutant que l'économie parallèle est très limitée au Luxembourg, et qu'aucune donnée ne lie avec certitude les émissions de billets de banque à l'utilisation illicite du cash.

Dans le milieu policier, il n'y a pourtant guère de doute, tant les billets de 500 facilitent la tâche du crime organisé et autre activité illicites de blanchiment : 1 million d'euros en billet de 500 euros pèse seulement 2 kg, contre 22 kg en billets de 100 dollars par exemple. «Les liens entre crime organisé et cash sont nombreux. Même sur des fraudes dématérialisées, comme des fraudes à la carte bleue, les criminels ont besoin à un moment d'utiliser du cash pour couper les circuits qui pourraient remonter à eux », explique M. Angelini.

C'est d'ailleurs l'une des pistes d'interrogation sur la patrie de Jean-Claude Juncker : le cash y serait-il utilisé comme coupe-circuit, en étant retiré dans une banque avant d'être réinjecté sur un autre compte voire dans une autre banque? La question taraude les spécialistes du blanchiment.

Le caractère suspect du cash est largement confirmé en France, où les douanes qui arrêtent 1400 personnes par an en possession de sommes non déclarées, ont mis l'accent sur les contrôles tant les résultats sont souvent fructueux.

«Le cash, c'est une mine à dossier. Dans les ¾ des cas, il s'agit d'évasion fiscale, et les dossiers sont transmis au fisc. Mais dans un quart des cas restants, on tombe sur du crime organisé : trafic de drogue, carrousels de TVA, trafic de tabac et contrefaçon, voire financement du terrorisme» assure une source aux douanes.

L'aéroport de Roissy est la principale zone d'interpellation, mais les zones frontalières le sont aussi comme les trains internationaux vers la Belgique, et le Luxembourg, notamment. Les euros sont de grands voyageurs, et Europol a identifié des flux plutôt inattendus, vers la Chine par exemple.

Limites de paiements en cash très variés en UE

Le cash ne pose pas problème qu'à Europol et aux douanes. Le ministère des Finances vient d'interdire en France les paiements supérieurs à 1000 euros en cash. Dans le même temps, la Belgique faisait exactement l'inverse : les paiements en cash ont été augmentés à 7500 euros sous prétexte que le secteur de la voiture était affecté par la concurrence en Allemagne. Où les limites de paiement en cash sont inexistantes, comme au Luxembourg. Dans l'industrie, certains secteurs militent carrément pour l'interdiction des transactions en cash, comme le secteur du recyclage.

Malgré cette alerte généralisée, la remise en cause du cash et notamment l'établissement d'un plafond européen commun pour les paiements, proposé par la Commission européenne dans le cadre de sa réaction au financement du terrorisme, risque de prendre du temps.

Ne serait-ce que parce que les Allemands y sont hostiles. «Nous souffrons mais nous nous taisons?», a toutefois assuré le 9 février dernier Wolfgang Schäuble, le ministre des Finances allemand, lors du Conseil économique et financier franco-allemand, au sujet de la proposition européenne.

#### Contexte

Les terroristes se livrent à de multiples activités, tant licites qu'illicites, pour financer leurs actes. Le traçage des flux financiers peut contribuer à l'identification et à la traque des réseaux terroristes. Les nouveaux instruments financiers et les nouveaux modes de paiement sont sources de nouvelles vulnérabilités auxquelles il convient de remédier. Il est essentiel de faire obstacle aux possibilités de financement du terrorisme pour assurer la sécurité, mais les mesures prises dans ce domaine pourraient également avoir des incidences sur la vie et l'activité économique des citoyens et des entreprises des quatre coins de l'UE. C'est pourquoi les propositions de la Commission tendront à un équilibre entre la nécessité d'accroître la sécurité et celle de protéger les droits fondamentaux (notamment la protection des données) et les libertés économiques.

L'adoption du quatrième train de mesures anti-blanchiment, en mai 2015, a représenté une étape importante pour améliorer l'efficacité des efforts déployés par l'UE afin de lutter contre le blanchiment d'argent

provenant d'activités criminelles et contre le financement d'activités terroristes. Ce train de mesures doit à présent être mis en œuvre rapidement par les États membres. La Commission invite ces derniers à s'engager à le faire d'ici à la fin de 2016. En décembre 2015, la Commission a proposé une directive relative à la lutte contre le terrorisme, qui érige en infractions le financement du terrorisme ainsi que le financement du recrutement, de l'entraînement et des déplacements à des fins de terrorisme. La Commission propose aujourd'hui d'autres moyens de s'attaquer à l'utilisation abusive du système financier à des fins de financement du terrorisme. 12 février 2016

Liens : <http://www.euractiv.fr/section/euro-finances/news/les-soupcons-s-accumulent-sur-le-cash-au-luxembourg/>

## Burkina Faso: les autorités s'attaquent au blanchiment d'argent

Le gouvernement burkinabè a annoncé ce jeudi 10 mars avoir saisi la justice après la découverte de cas de blanchiments d'argent portant sur la somme de 86 milliards de francs CFA (131 millions d'euros). Depuis son élection, le nouveau président Roch Marc Christian Kaboré a promis de s'attaquer à la corruption et aux détournements de fonds publics.

Ces cas de blanchiments d'argent ont été révélés par la Cellule nationale de traitement des informations financières (Centif), chargée de lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Selon le rapport fait au gouvernement, la Centif souligne qu'« en 2015, le portefeuille des déclarations de soupçons représentait une masse financière d'environ 86 milliards de francs CFA ».

Ces soupçons de blanchiment d'argent « concernent des comptes bancaires dormants qui ont enregistré de nombreux mouvements importants », a précisé le ministre de la Communication, Rémiss Fulgance Dandjinou, également porte-parole du gouvernement.

Afin d'élucider ces cas présumés de blanchiment, la cellule nationale de traitement des informations financières a soumis au procureur du Burkina Faso une vingtaine de rapports d'enquêtes financières

en vue de poursuites judiciaires. Le conseil des ministres déclare avoir instruit les ministres concernés à « suivre l'évolution du dossier dans le respect des procédures judiciaires ». Publié le 12-03-2016

Liens : <http://www.rfi.fr/afrique/20160311-burkina-faso-autorites-attaquent-blanchiment-argent>

## L'UE adopte une stratégie d'asphyxie financière de Daech et d'al-Qaïda



La résolution adoptée par le Conseil européen appelle les pays de l'UE à couper les flots financiers et de ressources économiques des personnes et des structures figurant sur les listes des sanctions de l'Onu visant les organisations terroristes.

Le Conseil de l'Union européenne a adopté, par l'intermédiaire des ministres des Affaires étrangères, une résolution sur le blocage des flots financiers du groupe djihadiste Etat islamique (EI, Daech) et de la nébuleuse terroriste al-Qaïda, stipule la déclaration finale du Conseil européen sur la lutte contre le terrorisme.

"Le Conseil de l'UE a décidé d'élargir les sanctions contre les personnes et les structures liées à Daech et à al-Qaïda. Cette décision a été adoptée dans la foulée de la résolution 2253 du Conseil de sécurité des Nations unies en date du 17 décembre 2015 qui condamne inconditionnellement Daech et exhorte à renforcer la lutte contre celui-ci dans le cadre juridique de la lutte contre al-Qaïda et les personnes et les groupes qui y sont liés", lit-on dans le document.

La résolution appelle également les pays de l'UE à couper les flots financiers et de ressources économiques des personnes et des structures figurant sur les listes des

sanctions de l'Onu visant Daech et al-Qaïda.

La déclaration du Conseil européen ne comporte aucune information supplémentaire sur de nouvelles sanctions contre les organisations terroristes. Son contenu sera rendu public mardi 15 mars suite à la publication dans la Revue officielle de l'UE après quoi ces sanctions entreront en vigueur.

La liste unifiée des sanctions de l'Onu visant Daech et al-Qaïda ne cesse de se compléter et comporte à ce jour 147 pages qui contiennent des informations sur plus d'un millier de personnes et de structures.

En décembre dernier, le Conseil de sécurité de l'Onu a adopté à l'unanimité sa résolution 2253 visant à s'attaquer aux sources de financement du groupe extrémiste Etat islamique et des membres de la nébuleuse al-Qaïda, tout en prolongeant les régimes de sanctions en vigueur contre ces organisations terroristes. La mise en place d'un dispositif de lutte contre le financement du terrorisme est une décision énergique prise par la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme

Liens : <https://fr.sputniknews.com/international/201603141023353586-ue-lutte-financement-terrorisme/>

## La résolution russe pour stopper le financement de Daech examinée à l'Onu

La Russie a entamé les consultations avec les membres du Conseil de sécurité des Nations unies sur son projet de résolution pour la mise en œuvre de la résolution en février pour lutter contre le financement de l'État islamique (ou Daech), a déclaré l'ambassadeur de Russie à l'Onu Vitali Tchourkine.

Ce dernier a annoncé que le projet de résolution en question était un avenant à la résolution adoptée en février, qui visait à empêcher la vente de pétrole et d'artefacts antiques par les terroristes ainsi que les prises d'otages dans le but de recevoir une rançon. Le document prévoit le durcissement du contrôle sur ceux qui achètent le pétrole ou des objets de valeur culturelle aux organisations terroristes.

"Nous ne sommes pas satisfaits par le contrôle et la mise en œuvre de la résolution 2199 qui a été adoptée à notre initiative. Nous voulons durcir toute la procédure", a déclaré Vitali Tchourkine.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté en février une résolution préparée par la Russie pour couper les sources de revenu des terroristes de Daech, du Front al-Nosra et d'autres organisations affiliées à Al-Qaïda, notamment le trafic pétrolier. La résolution 2199 s'applique également à la sortie illégale de personnes d'Irak et de Syrie et la revente d'objets de valeur culturelle et religieuse, ainsi que les rançons pour des otages.

"Nous examinons notre texte avec certains collègues, et je dois dire qu'il n'y a pas d'objections particulières", explique le représentant russe. Il a souligné que le projet de résolution n'avait pas encore été soumis à l'examen des quinze membres du Conseil de sécurité.

Les positions des USA et de la Russie coïncident sur la lutte contre les canaux de financement des organisations terroristes, a déclaré l'ambassadrice des États-Unis à l'Onu Samantha Power.

"La plupart des efforts de la Russie pour combattre l'État islamique visent la même chose que nous — le financement et la nécessité de lutter contre l'accès de Daech aux ressources. Cela concerne aussi bien le trafic pétrolier que l'argent envoyé par des institutions financières internationales. A cet égard nous partageons les intérêts de la Russie", a-t-elle déclaré aux journalistes.

L'État islamique reçoit jusqu'à 1,5 million de dollars par jour grâce à l'exportation de pétrole sur les marchés parallèles. Le gouvernement russe a déclaré disposer de preuves selon lesquelles la majeure partie du pétrole vendu par les terroristes arrivait sur les marchés du Moyen-Orient via la Turquie. Ankara dément formellement ces accusations.

Liens :  
<https://fr.sputniknews.com/international/201512021019994770-daech-russie-resolution-onu/>

## Le coton, source de financement de Daech

L'économiste Michel Santi écrit, dans son article publié dans La Tribune de Genève, qu'une des ressources principales de la Syrie, le coton, se trouve actuellement entre les mains des terroristes qui le vendent de par le monde par l'intermédiaire de la Turquie, en vue de financer leurs achats d'armes.

"C'est à travers la Turquie que transite ce coton qui finance désormais les capacités opérationnelles de l'Etat islamique. La fibre termine en effet sa route dans les chaînes de production de nos marques d'habits occidentales. Les vêtements que nous achetons servent donc souvent à acheter les armes qui se retournent contre des innocents et à financer le terrorisme qui sévit au sein de nos démocraties", relève M.Santi.

Selon lui, ce commerce rapporte de gros bénéfices à Daech, lesquels, ajoutés aux recettes pétrolières et à certains autres revenus, forment ses sources de financement.

De cette façon Daech parvient à engranger environ 290 millions de dollars par an.

La Cour suprême de Russie a reconnu le groupe Etat islamique comme organisation extrémiste et terroriste dont l'activité est interdite officiellement sur le territoire de la Russie.

Liens :  
<https://fr.sputniknews.com/international/201512081020129177-coton-finance-daech/>

## Spéculation sur les devises, une nouvelle manne de financement pour Daech



Après le pétrole, les impôts, les extorsions de fonds dans les territoires contrôlés, le trafic d'antiquités volées et les rançons, les

djihadistes de l'Etat islamique (EI, Daech) tireraient près de 20 millions de dollars par mois de la spéculation sur le marché des devises.

Le groupe terroriste Etat islamique toucherait 20 millions de dollars (18,1 millions d'euros) par mois, soit un quart de ses revenus, en spéculant sur la hausse du dollar, révèle le quotidien britannique "The Telegraph", à partir d'informations fournies par une sous-commission des Affaires étrangères du Royaume-Uni.

Selon différents rapports sur les modes de financement de Daech, ce dernier disposerait de 80 millions de dollars de budget mensuel (72,6 millions d'euros) pour financer ses opérations de guerre, payer ses propres fonctionnaires, en corrompre d'autres en Irak, en Syrie et en Turquie et assurer son fonctionnement au quotidien.

Quant aux sources de financement de Daech, on estime qu'elles proviennent à 40% du trafic de pétrole, la même proportion provenant des impôts, des taxes sur les transports et les activités d'extorsion de fonds, et 20% serait issu du trafic d'œuvres d'arts volées en Irak et en Syrie, sans oublier les dons d'investisseurs financiers soutenant la cause djihadiste.

Avec un capital de départ évalué à 450 millions de dollars (408,8 millions d'euros), Daech a pu en faire fructifier une partie en organisant sa circulation à travers des réseaux de transfert locaux, aussi bien en Irak qu'en Syrie et en jouant sur les commissions appliquées aux opérations cash.

Les djihadistes profitent des failles dans les systèmes financiers locaux. En investisseur avisé, Daech a tout misé sur la stabilité de la devise américaine pour s'enrichir. En anticipant les décisions de la FED en matière de relèvement des taux d'intérêt, il a revendu la plupart des devises dont il disposait pour financer des achats de dollars.

L'Occident tente par tous les moyens de couper court à ce financement des terroristes. En janvier, les forces aériennes américaines ont bombardé et détruit un bâtiment identifié comme étant la "banque centrale" de Daech à Mossoul. Il s'agissait d'un énorme entrepôt contenant de très grandes quantités d'argent liquide. Plusieurs centaines de millions ou même quelques milliards de dollars en liquide seraient alors partis en fumée.

Liens :

<https://fr.sputniknews.com/international/201603091023236566-speculation-devises-daech/>

## Daech se met au business de la spéculation sur les marchés des devises

Les terroristes de l'Etat islamique sont en outre d'excellents spéculateurs sur les devises. La négociation sur les marchés des changes proche-orientaux leur apporte environ 20 millions de dollars par mois outre la vente de pétrole, qui est leur source principale de revenus.

Le Comité contre le financement du terrorisme du parlement britannique affirme que le groupe terroriste a reçu des fonds pour mener de telles opérations après la capture d'une succursale de la banque centrale irakienne en 2014, rapporte le quotidien britannique Telegraph.

Selon les informations disponibles, la banque de la ville de Mossoul disposait de 429 millions de dollars à l'époque. En outre, selon le chef du comité parlementaire John Baron, l'argent pour des opérations spéculatives est également pris par les terroristes à partir des pensions transférées par les autorités irakiennes vers les citoyens qui se trouvent actuellement dans les régions contrôlées par les islamistes.

En décembre dernier, la banque centrale d'Iraq a interdit à 142 organisations de tenir des enchères de devises. Selon des informations américaines, les terroristes de Daech utilisaient ces enchères afin d'obtenir des espèces.

Le responsable du ministère britannique des Affaires étrangères Tobias Ellwood a expliqué que le système financier des pays proche-orientaux avait des failles utilisées par les terroristes. Cependant, selon M.Ellwood, les employés des banques n'étaient pas au courant des transactions liées à Daech.

Les revenus des spéculations sur le marché des changes sont distribués par l'EI via le système de transfert d'argent "hawala", répandu au Proche-Orient.

Toutefois, la source principale des revenus des terroristes est la contrebande de pétrole. Avant le début de l'opération des

forces aérospatiales russes contre Daech, la production journalière de pétrole des terroristes s'élevait à 45.000 barils, ce qui leur apportait environ 47 millions de dollars chaque mois.

Depuis octobre 2015, la production de l'or noir sur les territoires contrôlés par le groupe terroriste a diminué à 34.000 barils par jour, une chute de 30%.

L'Etat islamique est la plus riche organisation terroriste du monde. En 2015, ses revenus liés à la vente de pétrole et de produits pétroliers s'élevaient à entre 400 et 500 millions de dollars.

Ses sources principales de financement sont le commerce de pétrole et d'autres ressources naturelles sur les territoires occupés, la levée des "impôts", la confiscation des biens, le pillage des sites archéologiques, des donations extérieures, l'argent pour le rachat des otages, ainsi que d'autres mécanismes financiers comme la collecte de fonds sur Internet, y compris sur les réseaux sociaux

Liens :

<https://fr.sputniknews.com/international/201603031023102023-daech-speculateur-marches-devises/>

## Haro sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

Saly-Portudal (Mbour), 15 mars (APS) – La lutte contre la criminalité financière au Sénégal fait partie intégrante de la politique de bonne gouvernance, un des trois axes majeurs du Plan Sénégal émergent (PSE) a souligné, mardi à Saly-Portudal (Mbour), le secrétaire général du ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, Cheikh Tidiane Diop.

"Le Sénégal promeut la transparence dans la gestion des affaires publiques et dans tous les secteurs de la vie économique. Et, à ce titre, notre pays soumet périodiquement les différents dispositifs qu'il a mis en place à l'évaluation d'experts, notamment extérieurs", a-t-il fait observer.

Cheikh Tidiane Diop était à l'ouverture d'un atelier national de formation sur la pré-évaluation mutuelle du dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent, la corruption et le financement du terrorisme (LBC/FT).

Il a rappelé la ratification et la signature, par le Sénégal, de plusieurs conventions internationales dont celle contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, de la criminalité transnationale organisée et le protocole et les protocoles qui s'y rattachent et celle contre la corruption et le blanchiment de capitaux.

Pour lutter efficacement contre la criminalité financière, la communauté internationale a invité les Etats à mettre en oeuvre différents instruments qui aideraient à assurer la sécurité, la transparence et la stabilité du système économique et financier mondial, a signalé M. Diop.

"Notre politique en matière de bonne gouvernance est appréciée aujourd'hui dans bien des domaines, à travers notamment le mécanisme africain d'évaluation par les pairs mis en place en 2003 par l'Union africaine (UA), l'initiative pour la transparence dans les industries extractives, le forum mondial pour la transparence pour la transparence et l'échanges de renseignements à des fins fiscales, le programme de lutte contre les flux financiers illicites, entre autres", a-t-il poursuivi.

Pour le président de la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF), Waly Ndour, cet atelier de formation devrait permettre de prendre "la pleine mesure des responsabilités qui sont les nôtres", afin de relever le défi d'une organisation réussie de cette évaluation.

"La CENTIF, quant à elle, en sa qualité d'organisme placé par la loi au centre de la politique nationale de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, assurera, sous l'autorité du ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, en étroite relation avec le GIABA et en collaboration avec l'ensemble des parties prenantes à la LDC/FT, la coordination des activités ayant trait à l'exercice", a rassuré M. Ndour, également correspondant national du Groupe inter-gouvernements d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), pour le Sénégal,

Liens :

<http://www.aps.sn/actualites/article/mbour-haro-sur-le-blanchiment-d-argent-et-le-financement-du-terrorisme>

## La lutte contre le blanchiment de capitaux

Saly-Portudal (Mbour), 15 mars (APS) – La lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, ainsi que des activités criminelles connexes ne peut être gagnée que dans le cadre d'un renforcement de la solidarité régionale et une alliance internationale plus forte, a estimé, mardi à Saly-Portudal (Mbour), Adama Coulibaly. Cette lutte qui se révèle comme "un défi majeur" pour l'ensemble des Etats particulièrement les plus fragiles nécessite un renforcement de l'échange d'informations entre tous les acteurs institutionnels impliqués et une meilleure sensibilisation et formation des citoyens sur le crime financier et ses conséquences néfastes pour la paix, la stabilité et la sécurité des pays, a indiqué M. Coulibaly.

Il a signalé que les défis liés à ce combat devraient aider à davantage mettre à contribution et donner une place de choix dans tous les processus de lutte aux organisations de la société civile.

Adama Coulibaly intervenait à Saly-Portudal (Mbour, Ouest) à l'ouverture d'un atelier national de formation sur la pré-évaluation mutuelle du dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent, la corruption et le financement du terrorisme (LBC/FT), qui se tient du 15 au 18 mars à l'initiative de la GIABA, en collaboration avec la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF) du Sénégal.

Cet atelier s'inscrit dans le contexte de l'exécution de l'agenda révisé du second cycle d'évaluations mutuelles des Etats membres tel qu'adopté par le Comité ministériel du GIABA en sa session du 07 novembre 2016 à Saly-Portudal et qui place le Sénégal en première ligne des pays à évaluer, a précisé Adama Coulibaly.

"L'exercice de pré-évaluation, qui constitue la trame de cet atelier et qui vient après la formation des évaluateurs régionaux à Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire, en mai 2015, vise à sensibiliser et à informer toutes les parties prenantes nationales au regard des obligations qui sont les leurs conformément aux 40 recommandations du GAFI (Groupe d'actions financières) et de sa nouvelle méthodologie adoptée en 2012", a-t-il expliqué.

"Il ressort que le processus de pré-évaluation est un processus technique et complexe qui nécessite une forte mobilisation des expertises et des moyens financiers important. Pour la réalisation de ces chantiers qui consolident la paix et la sécurité dans notre région, je voudrais vous rassurer de la disponibilité continue de la GIABA à apporter à chaque Etat son soutien et son accompagnement", a promis Coulibaly.

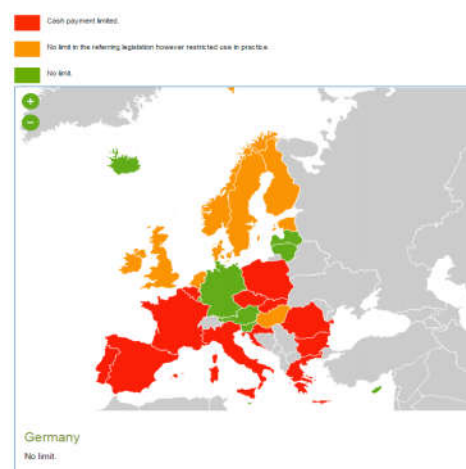
Le DG de la GIABA a appelé les autorités des Etats membres de son institution à "un engagement et un soutien affirmé" à la CENTIF de leurs pays chargée de la coordination sur le terrain, en le dotant des moyens nécessaires à la bonne exécution de l'exercice d'évaluation mutuelle.

"Il s'agit, certes, d'un investissement onéreux, mais qui est à la dimension de nos ambitions futures de faire de nos pays et de notre région des zones d'émergence à brève échéance avec des taux de croissance plus forts, un environnement des affaires plus propice et de grands investissements générateurs d'emplois et de richesses", a déclaré Adama Coulibaly.

Liens :

<http://www.aps.sn/actualites/economie/article/la-lutte-contre-le-blanchiment-de-capitaux-et-le-financement-du-terrorisme-ne-peut-etre-gagnee-que-dans-la-solidarite-dg-giaba>

## La Bundesbank critique la suppression des billets de 500 euros



L'UE projette de supprimer les billets de 500 euros. La banque centrale allemande estime que la mesure n'aura par l'impact

escompté sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Carl-Ludwig Thiele, président du conseil d'administration de la Bundesbank, la banque centrale allemande, n'est pas convaincu que la suppression des billets de 500 euros entraverait réellement le terrorisme international et d'autres activités illégales. « Les citoyens ne devraient pas devenir automatiquement suspects », se défend-il lors d'un événement à Londres.

La Banque centrale européenne (BCE) est déjà préparée à la vie sans le plus grand billet de la monnaie unique, l'un des billets de banque ayant le plus de valeur au monde. Le billet de 500 euros a par exemple cinq fois plus de valeur que le plus grand billet américain – 100 dollars.

Carl-Ludwig Thiele estime quant à lui que la suppression des billets de 500 euros est un changement fondamental de circulation de la monnaie unique. Il soutient également que la liberté des citoyens en serait entravée.

Ce n'est pas la première fois que la Bundesbank désapprouve les politiques de la BCE. Son président, Jens Weidmann, dénonce depuis longtemps le programme d'achat de titres par la banque.

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, ne partage pas cet avis, puisqu'il a assuré son soutien à la mesure, dans le cadre du renforcement de la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent au sein de la zone euro. Le ministre voudrait également limiter les transactions en liquide à 5 000 euros.

Les transactions en espèces sont déjà plafonnées dans d'autres Etats membres, comme l'Italie et la Belgique (maximum 3 000 euros), encore la France et le Portugal (1 000 euros), ou encore la Grèce (1 500 euros). 7 mars 2016

Liens : <http://www.euractiv.fr/section/euro-finances/news/bundesbank-unsure-about-phasing-out-e500-notes/>

## La violence sexuelle est devenue un outil-clé dans l'économie du terrorisme

La première conférence sur l'exposition des femmes réfugiées aux violences sexuelles, se tient mercredi au siège de l'ONU. La représentante spéciale des Nations Unies sur la question des violences sexuelles dans les conflits, l'ancienne ministre sierraléonaise Zainab Hawa Bangura, répond en avant-première aux questions du JDD.

C'est la première conférence du genre. Intitulée "Réfugiés et personnes déplacées, victimes de groupes terroristes - femmes et filles exposées à un continuum de violences sexuelles et d'exploitation", elle se tiendra mercredi au siège de l'ONU, à New-York, dans le cadre de la 60e session de la Commission de la Condition de la Femme. Des victimes s'exprimeront aux côtés de la ministre française des Familles, de l'Enfance et des Droits des Femmes, Laurence Rossignol, de l'ONG CAP international (qui milite pour l'abolition de la prostitution), de la fondation Scelles et de la représentante spéciale des Nations Unies sur la question des violences sexuelles dans les conflits, l'ancienne ministre sierraléonaise Zainab Hawa Bangura. Celle-ci a répondu en avant-première aux questions du JDD.

Le viol est devenu une arme de guerre en Syrie, en Irak, au Nigéria... Ce phénomène est-il en augmentation?

Oui, ce phénomène est en hausse. Dans les pays où les groupes terroristes sévissent, tout le monde est affecté. Mais les femmes et les enfants le sont plus encore, du fait de l'utilisation de plus en plus brutale et stratégique de la violence sexuelle. Celle-ci sert non seulement de tactique de guerre, mais aussi d'un instrument pour augmenter leur pouvoir et prendre le contrôle de territoires. Dans les visites de terrain que j'ai conduit l'année dernière en Irak, en Syrie, au Liban, en Jordanie et en Turquie, où vivent des millions de réfugiés, j'ai eu l'occasion de rencontrer des femmes et des enfants victimes : ceux-ci expliquent avoir été traités comme des biens de "propriété" à "négocier", comme des "machines" à procréer pour les combattants. Dans les bastions de l'Etat islamique (EI) en Syrie et en Irak, à Raqqa et Mossoul, les femmes et les filles - en particulier les groupes minoritaires ciblés selon leur religion ou leur

origine ethnique - ont été détenues de force dans des maisons avant d'être inspectées physiquement, sélectionnées et vendues sur des marchés ouverts où leurs "prix" peuvent être négociés. Au Nigeria, Boko Haram a constamment eu recours à la violence sexuelle, détruisant des communautés entières.

## Est-ce une importante source de revenus pour les terroristes?



Bien sûr. La violence sexuelle est devenue un outil clé dans l'économie du terrorisme. A partir du moment où elle est capturée, une femme ou une fille peut être l'objet de cinq ou six transactions - à commencer par sa vente sur le marché des esclaves à Raqqa, puis à travers de multiples échanges entre les combattants, jusqu'à la rançon payée par sa famille pour obtenir sa libération. Un récent rapport présenté par le Secrétaire général des Nations Unies note que l'EI continue de bénéficier de versements de rançons par les familles des otages, en particulier de la communauté yézidie. Un rapport de l'ONU évalue ces paiements 35 à 45 millions de dollars pour 2014, alors que 850.000 dollars ont été versés en janvier 2015 pour la libération de 200 irakiens yézidis. Bien que ces chiffres soient stupéfiants et aient fortement contribué aux opérations stratégiques de l'EI, ce mode de financement du terrorisme continue d'être éclipsé par les ventes de pétrole et le trafic d'antiquités...

Les réfugiés sont-ils aussi en danger lorsqu'ils prennent la route de l'Europe, à la fois la "route de l'est" via la Turquie, la Grèce et les Balkans, mais aussi la "route de l'ouest" à travers la Libye et l'Italie?

Les millions de réfugiés qui prennent ces deux routes sont extrêmement vulnérables aux violences sexuelles, au viol, au sexe de survie et au trafic. Cela concerne particulièrement les femmes et les filles, mais aussi les hommes, les garçons, les

personnes LGBT. La violence sexuelle est à la fois une cause et une conséquence du déplacement : ils sont en danger pendant tout leur voyage, lorsqu'ils quittent leur pays d'origine, dans les pays de transits, aux points de contrôle. Les réfugiés et les migrants qui tentaient de rejoindre l'Europe par la mer depuis la Libye souffrent de violences sexuelles en raison de leur état de vulnérabilité. Ils sont obligés de fournir des "faveurs sexuelles" comme paiement pour leur passage, de se livrer à la prostitution de survie et de payer d'eux-mêmes pour avoir accès un refuge sûr.

La communauté internationale doit-elle garantir une protection internationale pour ces victimes?

Celle-ci a mis au point un cadre juridique mondial pour résoudre ce problème : il est maintenant temps de transformer ces résolutions en solutions sur le terrain. Cela signifie que ces questions relèvent d'abord des États membres, qui doivent prendre leurs responsabilités. Ce problème ne peut être résolu qu'avec une volonté politique au niveau national, régional et mondial. Nous ne devons pas non plus nous concentrer uniquement sur la réduction du flux de combattants terroristes et du flux d'argent dans leurs caisses : nous devons protéger et autonomiser les femmes et les enfants.

Il est important de reconnaître formellement les victimes de violence sexuelle en tant que victimes de conflits et de terrorisme, afin d'ouvrir la voie à des réparations et des recours. Il faut aussi convaincre les chefs traditionnels et religieux de ne plus stigmatiser les victimes mais leurs auteurs, pour permettre aux survivants de vivre dans la dignité et d'être acceptés dans leurs communautés.

Liens : <http://www.lejdd.fr/International/La-violence-sexuelle-est-devenue-un-outil-cle-dans-l-economie-du-terrorisme-777505>

## Terrorisme : repérer les flux bancaires suspects tourne au casse-tête

Dans leur contribution à la lutte contre le financement du terrorisme, les banques cherchent à éviter l'excès d'informations.

Les attentats de 2015 ont mis en lumière l'une des missions des services de conformité bancaire : lutter contre le

financement du terrorisme. Dans ce combat, les établissements naviguent entre deux écueils : passer à côté d'une opération suspecte, ou alors remonter trop d'informations

Ainsi une tâche simple a priori – bloquer et déclarer les virements effectués par des personnes dont les avoirs font l'objet d'une mesure de gel – peut s'avérer complexe.

A l'échelle française, cette liste incluant des personnes physiques et morales comprend près de 2.000 noms et elle s'allonge régulièrement. Une ressemblance ou une homonymie entre deux noms de famille suffit à déclencher une alerte. Par ailleurs, un logiciel de surveillance des zones à risque ne fera pas la distinction entre par exemple la ville d'Alep en Syrie et un importateur de savon d'Alep...

sans aucun lien avec la Syrie. A chaque fois, une vérification manuelle doit être réalisée », commente Laurent Renaudot, senior manager au cabinet Solucom.

#### Aide au ciblage

Les banques doivent aussi viser juste dans leur mission de profilage d'éventuels terroristes. La tâche n'est pas aisée car « il ne s'agit pas d'argent d'origine criminelle investi dans l'économie légale. Ici, c'est de l'argent légal, souvent de faible montant, destiné à financer des activités criminelles », souligne Laurent Renaudot. Les banques mettent en place des scénarios (retraits d'argent

liquides incohérents avec les revenus, transferts internationaux inhabituels...) au risque de cibler trop large. Pour gagner en efficacité, le projet de loi portant, entre autres, sur le financement du terrorisme – et actuellement en discussion – prévoit que Tracfin (la cellule anti-blanchiment de la France) pourra signaler aux banques des personnes, des types d'opérations ou des zones géographiques à surveiller plus particulièrement.

Liens : <http://www.lesechos.fr/finance-marches/banque-assurances/021765395493-terrorisme-reperer-les-flux-bancaires-suspects-tourne-au-casse-tete-1206931.php#>

**CTRF-Immeuble Ahmed FRANCIS, 16306 Ben aknoun-ALGER**

**[www.mf-ctrf.gov.dz](http://www.mf-ctrf.gov.dz)**

**Tel : 021 59 53 10 / Fax : 021 59 52 96**